

# Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires

Geneviève CORTES\*

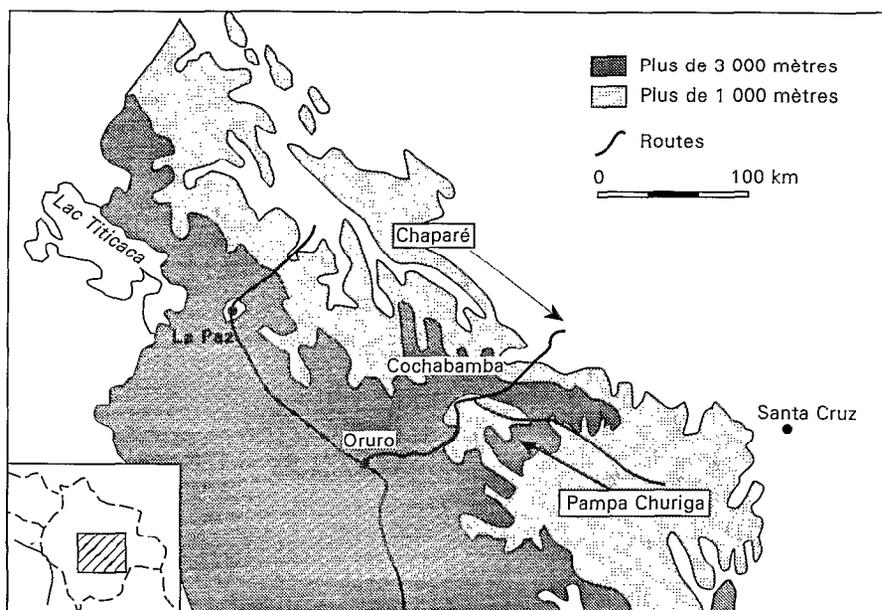
## INTRODUCTION

Depuis vingt ans, l'espace national bolivien se trouve en pleine restructuration : après l'altiplano et les bassins orientaux intermédiaires comme Cochabamba, la conquête des basses terres orientales pré-amazoniennes est à l'ordre du jour. Les politiques de colonisation déclenchées dans les années 1970 ont fait émerger de nouveaux pôles de développement agricole et urbain<sup>1</sup> dans la région de Santa Cruz. Elles ont induit de considérables mouvements de population à partir des zones rurales d'altitude de l'Altiplano et des vallées interandines de Cochabamba. À partir des années 1980, le boom de la coca a accentué les mouvements migratoires vers les zones basses de l'Orient, et en particulier vers le Chaparé, principale zone de production de coca située à environ 150 kilomètres à l'est de la ville de Cochabamba (fig. 1).

Selon les sources officielles, 50 000 hectares sont consacrés aux plantations de coca en Bolivie, dont 80 % sont destinés à l'élaboration illégale de sulfate de cocaïne (PIZARRO, 1991). La production est écoulée vers les États-Unis et l'Europe, via la Colombie et le Brésil. Il est estimé que 300 000 personnes vivent de la production de coca du Chaparé (soit 5 % de la population du pays), majoritairement des paysans en provenance des vallées de Cochabamba ou des régions altiplaniques, ainsi que des familles de mineurs ayant perdu leur emploi suite à la fermeture des mines en 1986 (AGUILO, 1988). Le Chaparé est la deuxième région dans le monde pour la production de feuilles de coca.

\* Géographe, université de Toulouse-Le Mirail (Gral), 32, rue des Champs-Élysées, 31500 Toulouse.

<sup>1</sup> Ces politiques de colonisation avaient plusieurs objectifs : redistribution spatiale de la population, inégalement répartie (plus de 60 % de la population se concentre encore actuellement dans les régions occidentales de l'Altiplano et des vallées), développement de nouvelles productions agricoles vouées à l'exportation (canne à sucre, coton, café, riz, soja...)



Source : extrait et adapté de EASWOOD et POLLARD, 1987.

FIG. 1. — Carte de localisation.

De nombreuses études ont porté sur les problèmes économiques et politiques liés à ce que l'on a appelé le « boom de la coca » en Bolivie (LABROUSSE, 1988 ; BRACKELAIRE, 1988 ; HEALY, 1988). De manière générale, elles se placent du point de vue macro-économique (impacts sur l'économie nationale, contrôle de la production de coca, intervention américaine...). Plus rares sont les études économiques et sociales qui se penchent sur les situations locales et qui tentent d'analyser le comportement des « acteurs migrants », acteurs qui sont à la base de l'économie de la coca.

Dans cet article, nous tenterons de reconsidérer la problématique de la migration temporaire vers les zones de production de coca, en prenant comme point de départ de l'analyse l'espace d'origine des paysans migrants.

L'expansion territoriale vers les plaines de l'Orient, en particulier vers la région du Chaparé, débouche, en effet, sur d'autres modes d'utilisation de l'espace par les populations rurales. Cet élargissement de l'espace paysan correspond à une volonté, et souvent à une nécessité, de trouver des alternatives économiques face à la détérioration des conditions de production agropastorale sur l'espace communautaire d'origine.

Nous souhaitons montrer pourquoi la migration temporaire vers le Chaparé, dans le contexte de l'économie de la coca-cocaïne, ne relève pas seulement d'une stratégie économique mais aussi — et surtout — de la nécessité de diversifier les lieux de production et d'approvisionnement alimentaire essentiels pour la survie quotidienne du groupe familial et communautaire. Plus encore, au-delà de la survie « physique » du groupe social, le défi est de retrouver ou perpétuer une identité culturelle, un mode d'organisation sociale, qui prend toute sa dimension dans les formes d'utilisation de l'espace. De ce fait, la dynamique spatiale et temporelle est essentielle pour comprendre cette logique sous-jacente aux comportements migratoires.

Notre réflexion s'appuie sur l'étude d'une communauté paysanne quechua de la région de Cochabamba, celle de Pampa Churigua, située à 3 200 mètres d'altitude, dans la zone dite du Valle Alto (hautes vallées) de Bolivie<sup>2</sup>.

Relativement isolée sur un plateau aride surplombant les fonds de vallée, la communauté de Pampa Churigua est composée d'une centaine de familles qui se consacrent à la culture du blé, de la pomme de terre et du maïs, ainsi qu'à l'élevage ovin. L'artisanat textile (élaboration de *ponchos* et de *pullus*<sup>3</sup>) constitue une activité essentielle pour la population féminine de la communauté. Depuis une dizaine d'années, la plupart des familles migrent temporairement au Chaparé comme colons ou comme ouvriers agricoles. Si ces flux migratoires ont particulièrement marqué la région de Cochabamba (pour des raisons évidentes de proximité du Chaparé), ils ne se limitent pas à celle-ci. Les zones rurales de l'Altiplano (Potosi et Oruro) ou du sud du pays, où les indices de pauvreté sont les plus élevés, représentent également un important vivier migratoire.

## LE CONTEXTE DE LA LUTTE CONTRE LE « NARCO-TRAFIC »

Pour la majorité des populations paysannes, la migration vers le Chaparé a été une réponse à la crise économique nationale des années 1980 et aux périodes de sécheresse de 1982-1983. Pour les populations rurales, la vente de la feuille de coca ou l'élaboration de la *pasta* (pâte,

<sup>2</sup> Cette étude se place dans le cadre d'une thèse de doctorat de géographie à l'université de Toulouse-Le Mirail. Financée par l'Orstom (département SUD), elle s'inscrit dans le programme de recherche d'André Franqueville, qui travaille sur les questions de sécurité alimentaire en Bolivie. Le travail de terrain a été réalisé entre septembre 1991 et février 1993. Au plan méthodologique, nous avons effectué un suivi socio-économique mensuel, sur une période d'un an, d'une dizaine de familles de la communauté de façon à identifier les modalités des flux migratoires vers le Chaparé, les niveaux de revenu et de consommation des unités familiales (y compris la consommation alimentaire).

<sup>3</sup> Couverture de laine tissée.

base de la cocaïne) étaient la seule alternative possible face à la nécessité de trouver une source de revenu complémentaire, et, pour une minorité, de parvenir à un relatif enrichissement. Mais, à partir de 1986, l'intervention en Bolivie de forces internationales (des États-Unis principalement) contre le trafic de cocaïne change les données du problème. À la même date, le gouvernement instaure une politique de libéralisation de l'économie (ouverture des frontières, privatisation et fermeture des mines, blocage des salaires, réévaluation monétaire...) qui, selon certaines études, aurait considérablement aggravé les conditions de vie des populations, même si le processus inflationniste a été ainsi enrayeré (URIESTE, 1992).

Outre le quadrillage militaire des zones de production illicite, le contrôle du trafic par les États-Unis s'est traduit par un conditionnement de leurs aides financières à l'éradication des cultures de coca, au rythme de 5 000 hectares par an (à chaque hectare arraché, le producteur reçoit 2 000 dollars).

Dès le début du contrôle du trafic, la stratégie de résistance des syndicats de paysans producteurs de coca<sup>4</sup>, sous le joug indirect des narco-trafiquants, fut non seulement de mettre en avant la légitimité de la production de coca comme culture andine ancestrale, mais surtout de revendiquer « le développement en échange de la coca ». Le gouvernement bolivien, de son côté, se dote d'un secrétariat de reconversion de la coca (Direco) et lance les programmes de développement alternatif à l'aide de financements américains (Agence des États-Unis pour le développement international), mais également internationaux<sup>5</sup>. Toutefois, comme le confirme une étude récente, ces programmes de développement n'ont pas abouti aux résultats escomptés : irréalisme des plans de substitution et, en conséquence, baisse du revenu des paysans ayant bénéficié des crédits de reconversion, manque de soutien technique, détournement des fonds... (CIDRE/USAID, 1993). Aujourd'hui, cette inefficacité est le principal argument avancé par les syndicats pour contrer les plans d'éradication.

<sup>4</sup> Les 600 syndicats locaux existant dans le Chaparé en 1988 sont regroupés en fédérations et confédérations à l'échelle régionale. Au niveau national, la Commission nationale de la coca est l'entité institutionnelle qui regroupe les confédérations et fédérations syndicales du Chaparé. Cet organisme dépend de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Ses décisions doivent être acceptées par la totalité des fédérations affiliées.

<sup>5</sup> Selon les sources officielles, depuis 1984, les programmes de développement alternatif (reconversion agro-industrielle du Chaparé, expérimentation de substitution de la coca, développement des infrastructures...) représentent une somme globale de 104 millions de dollars dont 72 % a été investi dans le département de Cochabamba (CIDRE/USAID, 1993). Les Nations unies participent directement au développement du Chaparé. Trois projets sont dirigés par le Pnud dans les domaines de la santé et de l'équipement routier, du développement agricole et agro-industriel, de l'élevage laitier et de l'électrification de la région. Actuellement, la coopération s'étend également à l'Europe et l'Asie.

Ainsi, selon les données d'un rapport récent du département d'État américain, les surfaces de coca éradiquées jusqu'en 1992 représentent seulement 47 % des superficies initialement prévues. Cet échec est dû à un double facteur : non seulement les superficies éradiquées sont insuffisantes (5 000 hectares par an étaient prévus initialement), mais elles sont inférieures aux surfaces de coca parallèlement replantées. Ce n'est qu'à partir de 1990 que la relation s'inverse (tabl. I). De ce fait, la hausse continue des surfaces cultivées jusqu'en 1990 a provoqué une saturation du marché et, en conséquence, une baisse continue des prix de vente de la coca, ce dont profitent les trafiquants, qui la transforment en cocaïne.

TABLEAU I  
Évolution des superficies et des prix de vente de la coca de 1986 à 1992

Année	Prix annuel moyen du ballot de 100 livres (\$ US)	Variation des prix (% , 100 = 1986)	Surfaces éradiquées (ha)	Surfaces replantées (ha)	Variation des superficies (% , 100 = 1986)
1986	74	100	200	3 030	100
1987	71	95	1 042	3 500	108
1988	66	89	1 476	10 718	135
1989	51	68	2 500	6 900	149
1990	21	28	8 100	5 500	157
1991	43	58	5 486	3 086	144
1992-1993*	45	60	5 149	2 749	136

\* Le prix de vente indiqué pour 1992-1993 est déduit de notre étude.

Source : élaboration propre, d'après Direco (Secrétariat du développement alternatif) et rapport du Département d'Etat américain (Bureau of International Narcotics Matters).

Par contre, la chute brutale des prix de vente que l'on observe à cette même date ne relève pas du même processus ; elle est un effet direct de la désorganisation du réseau de Pablo Escobar, suite à l'offensive lancée par les États-Unis contre le cartel de Medellín à partir d'août 1989 (LABROUSSE, 1991). Or cette chute des prix a incité les paysans producteurs à se retirer massivement du marché, ce qui explique le relatif succès des programmes d'éradication à partir de 1990. L'intervention des forces de police continue de provoquer l'effondrement du prix de la feuille ; tandis que la plupart des trafiquants importants échappent à la répression en corrompant les forces de l'ordre, l'essentiel de cette répression s'abat sur les agriculteurs.

## PERMANENCE DES FLUX : ÉLARGISSEMENT DE L'ESPACE PAYSAN

Bien qu'il soit très difficile de chiffrer l'évolution des flux migratoires vers le Chaparé, étant donné qu'il s'agit d'une population flottante par excellence, une estimation peut être tentée.

Entre 1976 et 1992 (date des deux derniers recensements nationaux), la province du Chaparé a connu un taux de croissance démographique de l'ordre de 4,7 %, taux le plus élevé du département de Cochabamba<sup>6</sup>. L'évolution de la population (fig. 2)<sup>7</sup> indique une hausse brutale à partir des années 1980, puis une tendance à la stabilisation, et enfin une chute significative en 1989. Celle-ci coïncide avec l'augmentation des surfaces de coca éradiquées à cette même date et la détérioration brutale des conditions de vente.

Nombre de résidents  
définitifs ou temporaires (en milliers)

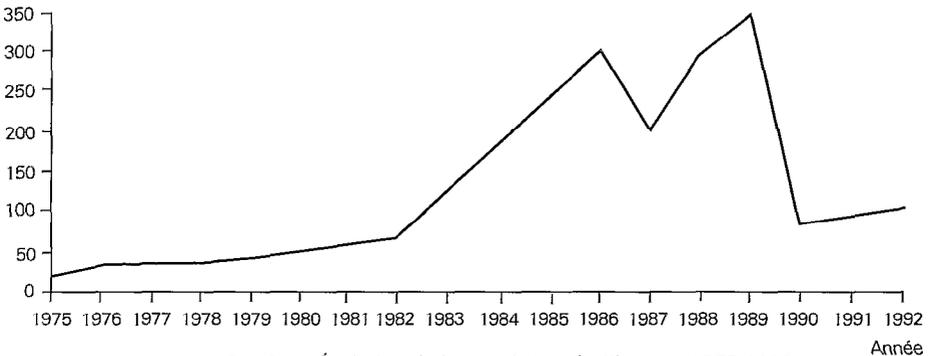


FIG. 2. — Évolution de la population du Chaparé (1975-1992).

Mais il faut noter qu'à partir de 1990, tandis que les prix de la coca remontent, les flux migratoires indiquent une légère reprise. Certes, les bénéfiques monétaires que retirent actuellement les producteurs de coca sont loin d'être aussi attractifs que dans les années 1980<sup>8</sup>. C'est ainsi qu'un certain nombre d'anciens migrants déclarent être revenus vivre sur leur terre ces quatre dernières années, après avoir fait éradiquer un à deux

<sup>6</sup> À titre de comparaison, le taux de croissance démographique du département est de 2,7 %. Du fait de la migration, l'accroissement de la population du Chaparé est légèrement supérieur à celui des provinces où sont localisés les principaux centres urbains du département (Cochabamba : 4,14 % ; Quillacollo : 4,08 %).

<sup>7</sup> À partir des données disponibles, nous avons fait une estimation moyenne en utilisant les sources suivantes : Institut national de colonisation, 1975 ; Recensement national de l'INE, 1976 et 1992 ; Organisation of American States, Proyecto de Desarrollo Chapare-Yungas/PRODES. 1979 : BLANES et FLORES, 1984 ; QUIROGA, 1990 ; CIDRE, 1989 ; PEREZ, 1992 ; PIZARRO, 1991. (Les noms d'auteur renvoient à la bibliographie.)

<sup>8</sup> Si un hectare de coca pouvait rapporter jusqu'à 20 000 dollars annuels en 1982 (BLANES et FLORES, 1984), le revenu est de 1 700 dollars en 1989 (PIZARRO, 1991), tandis qu'en 1992 il se situe autour de 2 500 dollars, d'après nos enquêtes.

hectares de coca : « Quand la coca se vendait bien, toute la famille vivait sur nos terres du Chaparé. Nous ne revenions que trois ou quatre fois par an à Pampa Churigua, pour les fêtes de la communauté ou pour d'autres occasions. Je ne cultivais pratiquement plus mes terres. J'en avais laissé une partie en jachère et j'avais donné quelques parcelles à mon oncle qui, lui, n'allait pas dans le Chaparé. On récupérait une petite partie des récoltes. Il y a quatre ans, lorsque j'ai arraché la coca sur une partie de mes terres, toute la famille est revenue vivre dans la communauté. » (M. Santos).

Pourtant, la migration temporaire vers les terres basses demeure considérable. Selon les résultats de nos enquêtes menées dans la communauté de Pampa Churigua, plus de 70 % des familles ont un ou plusieurs membres qui migrent dans les zones de production de coca (30 % comme ouvriers agricoles, 40 % comme colons)<sup>9</sup>. La majorité des familles continue d'acheter des terres dans le Chaparé, et parfois avec l'argent reçu de l'éradication de la coca. Sur la totalité des familles suivies à Pampa Churigua, la moitié ont acheté une superficie de cinq hectares au cours de l'enquête<sup>10</sup>. Si les études réalisées dans les années 1980 n'indiquent aucune tendance à la concentration ou au démembrement des terres dans le Chaparé (BLANES, 1983 b), ces processus commencent à apparaître en 1987, date à laquelle 35 % des propriétaires fonciers ont acheté leur terre à d'autres familles de colons (PIZZARO, 1991).

L'achat de terre dans le Chaparé, projet de vie de la plupart des familles de la communauté, succède toujours à une période au cours de laquelle un ou plusieurs membres de la famille migrent temporairement comme ouvriers agricoles. Dès l'âge de 12 ans, les enfants partent travailler pour les travaux de déboisement, de brûlis, aux récoltes de coca ou de riz, afin d'augmenter les revenus familiaux. Ces dernières années, la *pisa* de coca<sup>11</sup>, même si elle demeure l'activité la plus rentable en termes de revenu (payée plus du triple du salaire agricole de base), attire de moins en moins les paysans migrants, étant donné les risques auxquels ils sont exposés.

<sup>9</sup> La pression sur la terre est le principal facteur d'expulsion des populations. Nous calculons que les familles non migrantes disposent d'une superficie de terre par membre supérieure à 8 000 m<sup>2</sup>, tandis que les familles migrantes ont une surface par membre comprise entre 2 000 et 8 000 m<sup>2</sup>.

<sup>10</sup> Selon l'emplacement des terres (proximité des voies de communication notamment) et la nature des cultures en place, le prix de cinq hectares de terre varie entre 500 et 1 000 dollars. Les anciens colons disposant d'une superficie de 20 hectares, reçue de l'Institut national de colonisation, vendent une partie de ces terres qu'ils ne mettent pas en culture. Le contrôle du narco-traffic a conduit à une baisse de la valeur foncière et, par voie de conséquence, à l'émergence d'un processus généralisé de vente à caractère privé dans le Chaparé.

<sup>11</sup> La *pisa* de coca est la première étape dans l'élaboration de la pâte-base cocaïne (ou *pilchi*) ; elle consiste à piétiner les feuilles de coca séchées, mélangées avec des substances chimiques. Cette activité s'effectue la nuit afin d'échapper au contrôle des autorités, dans des zones de plus en plus reculées de la forêt amazonienne.

Pour les familles qui n'ont pas de terre dans le Chaparé, la migration temporaire des enfants représente jusqu'à 50 % des revenus annuels. Lorsque l'épargne est possible, la famille peut alors investir dans la terre, en complétant la somme nécessaire à l'investissement par la vente d'un ou deux animaux de trait.

Mais l'accès à la terre dans le Chaparé n'implique pas une rupture définitive de la famille avec son espace d'origine. Bien au contraire, la logique familiale repose sur un dédoublement des espaces de production.

À ce titre, la plupart des études sur le Chaparé insistent sur le caractère fondamentalement familial de l'exploitation agricole des colons (BLANES, *op. cit.* ; BLANES et FLORES, 1983, 1984). L'insertion et l'installation du colon sur ses nouvelles terres repose sur le transfert de l'organisation sociale de la communauté d'origine (entraide, main-d'œuvre familiale, pratique de l'*ayni* et de la *compañia*<sup>12</sup>).

Si les familles de colons visent, à plus ou moins long terme, la monoculture de la coca, activité encore la plus rentable en termes de revenu, leur installation s'organise en plusieurs étapes. La première phase, après la préparation des terrains, qui a lieu dès la fin de la saison des pluies d'avril à août (déboisement et brûlis), consiste à semer un à deux hectares de riz, principalement destiné à la consommation familiale. Dès la fin des récoltes (janvier à mars), sont plantés le maïs et la *yuca* (manioc). Intervient ensuite la phase de la coca proprement dite, dont la superficie cultivée n'excède pas, dans le cas de Pampa Churigua, un hectare par famille.

Les rythmes de migration des colons se calquent ensuite sur la combinaison simultanée des calendriers agricoles des deux espaces de production, le Chaparé et Pampa Churigua. Lors des récoltes trimestrielles de coca, une partie de la famille s'absente pendant deux à trois semaines, laissant la garde du cheptel aux autres membres de la communauté, généralement aux filles aînées. Les colons partagent leur temps entre les deux exploitations agricoles (l'étude montre que le Chaparé capte 50 % du temps annuel des migrants), en alternant une série de huit à dix allers et retours dans l'année.

Ainsi, malgré les conditions défavorables à la production illicite de coca, le Chaparé demeure un espace attractif pour nombre de paysans. Cette persistance des flux migratoires s'explique, en partie, par l'importance de ce nouvel espace de référence en termes de stratégies alimentaires.

<sup>12</sup> L'*ayni* est un échange de services entre deux familles, selon des règles de réciprocité. La *compañia* est un système d'association entre deux chefs de famille dont le principe consiste pour l'un à « prêter » une partie de ses terres qu'il n'utilise pas, et pour l'autre à la mettre en culture. La récolte est divisée en deux.

## LA MIGRATION VERS LE CHAPARÉ : MOTEUR DE NOUVELLES DYNAMIQUES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Si la migration vers les zones basses de l'Orient ne débouche pas sur une rupture avec l'espace d'origine, elle induit cependant un réajustement des logiques de production. Dans la mesure où le Chaparé permet d'obtenir les revenus monétaires nécessaires à la consommation courante (dépenses festives, habillement, équipement...), les familles migrantes réorientent leurs stratégies de production dans la communauté d'origine en fonction d'un objectif prioritaire : la subsistance alimentaire de la famille. Cette réorientation des logiques productives est lisible dans les choix d'assolement des familles et dans l'utilisation qui est faite de la production.

Les suivis d'exploitation de notre échantillon de familles montrent, en effet, que les familles non migrantes privilégient essentiellement la culture du blé, produit destiné à dégager des bénéfices monétaires. Pour ce groupe de familles, le blé occupe plus de 60 % des surfaces cultivées, tandis que la pomme de terre couvre seulement 15 à 30 % des superficies. La vente de 50 % de la production annuelle de blé et, dans une moindre mesure, de la pomme de terre représente ainsi 40 à 60 % des revenus annuels (le reste provient de l'élevage ovin).

En revanche, les familles de colons donnent la priorité à la culture de la pomme de terre, produit de base de l'alimentation paysanne (plus de 35 % de l'apport calorique journalier). Celle-ci occupe entre 40 et 50 % des surfaces cultivées. Le blé devient dès lors un produit relativement secondaire puisqu'il couvre parfois moins de 30 % des superficies. Ces familles tirent moins de 20 % de leur revenu annuel de leur exploitation agricole de Pampa Churigua (seuls l'artisanat et la vente d'animaux demeurent une source de revenu non négligeable). Plus de 70 % de la production agricole est destinée à la consommation alimentaire de la famille.

Outre la priorité donnée à l'autoconsommation, la migration vers le Chaparé permet également un élargissement spatial des stratégies d'approvisionnement alimentaire. En effet, la mobilité spatiale des populations a permis l'extension géographique des lieux d'approvisionnement et la diversification de ses modes, tels que le recours à la traditionnelle *mink'a* (travail payé en produits). Sans compter l'espace d'origine, nous distinguons six unités spatiales d'approvisionnement complémentaire localisées dans un rayon de 150 kilomètres autour de la communauté. Les différentes unités spatiales correspondent aux divers étages écologiques du département de Cochabamba : plaines du Chaparé, montagnes de Colomi et Totorá, fonds de vallée (Tarata, Cliza et Santivañez) et zone urbaine de Cochabamba (fig. 3).

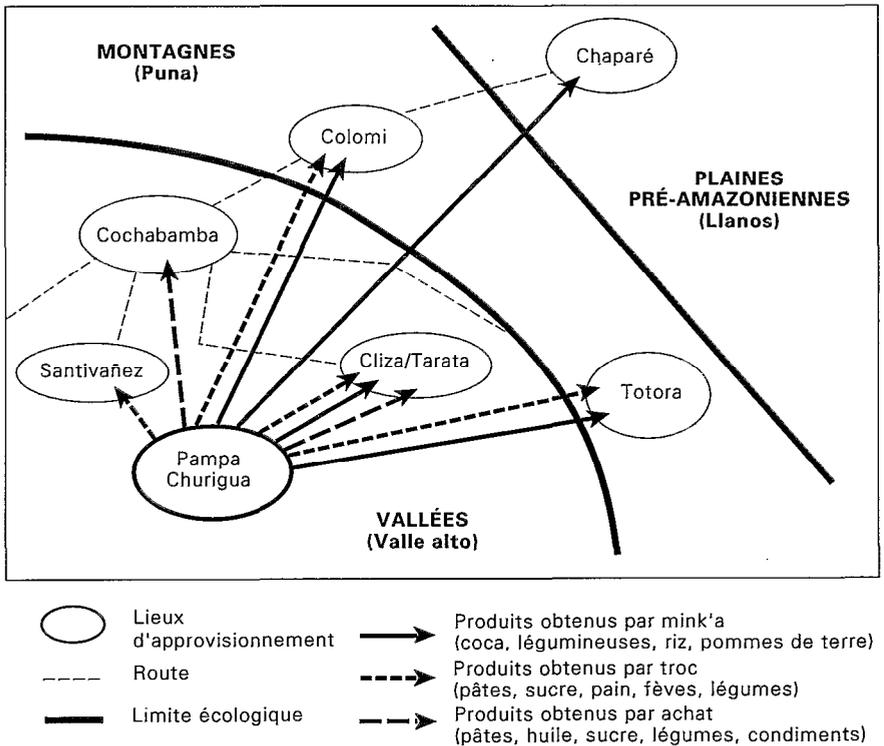


FIG. 3. — Diversification spatiale des stratégies d'approvisionnement alimentaire.

Si les vallées sont un lieu d'approvisionnement anciennement fréquenté par les paysans d'altitude, et cela bien avant l'émergence des flux migratoires vers les régions basses, les autres lieux d'approvisionnement, dans la mesure où ils se situent sur les voies d'accès au Chaparé, ont pris de l'importance ces dix dernières années.

L'accès au Chaparé permet l'approvisionnement en trois types de produits : le riz, les fruits et la coca. Lorsque les familles n'ont pas de terre dans le Chaparé, un ou deux membres de chaque unité familiale partent travailler dans les rizières d'un parent ou ami pendant une à deux semaines au moment des récoltes. Payés en nature, ils obtiennent ainsi un à deux quintaux de riz permettant de couvrir environ 50 % des besoins annuels. Ainsi, une des conséquences directes de la migration vers le Chaparé est la hausse de la consommation de riz, essentiellement sous forme de soupe, venant supplanter progressivement le blé ou la quinoa (produit andin particulièrement riche en protéines végétales)<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Les familles migrantes, donnant la préférence au Chaparé, non seulement délaissent la culture de blé, mais également les produits andins cultivés sur les parcelles d'altitude de leur communauté d'origine (quinoa, *oca*).

Les fruits tropicaux, même s'ils demeurent un aliment encore peu intégré aux habitudes alimentaires, sont obtenus par dons interfamiliaux au retour des migrants.

La zone des vallées (Tarata, Cliza, Santivañez) est le seul espace où les familles combinent toutes les formes d'approvisionnement (achat, troc, *mink'a*). Elle permet l'approvisionnement en produits industriels de base (sucre, huile, pâtes), en légumes et légumineuses. Au mois de novembre, la majorité des chefs de famille envoie un ou deux membres participer aux récoltes de fèves et de petits pois sur les exploitations agricoles des fonds de vallée. Les travailleurs temporaires reçoivent environ 17 kg de produits par jour, soit une quantité globale de l'ordre de 30 à 50 kg par famille selon la durée de travail.

Par ailleurs, les modes d'échange entre la communauté de Pampa Churigua et les villages de fonds de vallée ont subi certaines modifications du fait de la monétarisation croissante des économies familiales paysannes du Valle Alto. Non seulement le troc perd de son importance relative en termes de stratégies d'approvisionnement (selon nos enquêtes<sup>14</sup>, il apporte moins de 1 % des calories consommées), mais l'on assiste également à une transformation de ses modalités.

Un certain nombre d'éléments permettent de comprendre ces changements. Il existe une forte différenciation entre les communautés paysannes d'altitude et celles des fonds de vallée. Ces dernières, plus métissées et plus urbanisées du fait de leur proximité des centres urbains régionaux, pratiquent une agriculture plus intensive, caractérisée par l'utilisation du tracteur et d'intrants chimiques. La pression démographique et la parcellisation des terres conduisent ces communautés paysannes à développer également des stratégies de diversification de leurs activités afin d'augmenter leur revenu familial. Si la migration vers le Chaparé fut l'une des alternatives possibles dans les années 1980, la migration à l'étranger (Argentine, États-Unis) caractérise actuellement ces communautés. Ces processus migratoires ont conduit à un certain nombre de mutations de l'espace rural et des systèmes de production, parmi lesquelles une diminution des cultures traditionnelles de subsistance comme le maïs et la pomme de terre. Or, ces mutations jouent directement sur les formes d'approvisionnement alimentaire, et en particulier sur le troc pratiqué avec les communautés d'altitude. Même si certaines formes traditionnelles d'échange subsistent à Pampa

<sup>14</sup> Un relevé mensuel de la consommation alimentaire (nature, quantité, provenance) a été effectué pendant une période d'un an pour neuf familles suivies, selon la méthode du rappel des 24 heures.

Churigua<sup>15</sup>, la monétarisation du troc est un phénomène qui tend à se banaliser dans ces régions. Les femmes des villages de fonds de vallée achètent une grosse quantité de produits sur le marché urbain local (légumes, fruits, sucre, pâtes, huile...), qu'elles acheminent à dos de mule sur le plateau de Pampa Churigua. Elles troquent ces produits achetés (et non plus le maïs de leur propre production) contre le blé et la pomme de terre cultivés par les familles de la communauté d'altitude. Au passage dans chaque foyer familial, elles reçoivent une quantité de produits dont la valeur monétaire est légèrement supérieure à celle des aliments donnés. Cette « marge » maintes fois répétée permet d'obtenir une quantité finale de produits dont l'équivalent monétaire est parfois plus du double de la somme investie au départ. Pour les femmes de Pampa Churigua, la marge qu'elles acceptent de céder est de toute façon inférieure au prix du transport qu'entraîne un éventuel déplacement à la ville. Ainsi, cette forme d'échange, à mi-chemin entre le troc et le commerce intermédiaire, satisfait les deux parties prenantes car elle diminue leur dépendance directe vis-à-vis du marché alimentaire urbain.

La zone des montagnes de Colomi ou Totora constitue un lieu d'approvisionnement complémentaire essentiel pour la pomme de terre et, dans une moindre mesure, pour le *chuño*<sup>16</sup>, grâce au troc et à la *mink'a*.

Les périodes de récolte étant plus précoces dans les zones de montagne de l'est (dès le mois de février), régions spécialisées dans la production de pomme de terre, les familles partent travailler environ une semaine sur ces terres situées entre Cochabamba et le Chaparé. Elles rapportent entre 200 et 400 kg de pommes de terre, les termes du contrat étant 25 kg de produit par journée de travail. Le *chuño*, par contre, est troqué contre les produits artisanaux élaborés par les femmes.

## TEMPORALITÉ DES LOGIQUES : GÉRER LA PÉNURIE

Quel est le degré d'efficacité des stratégies d'approvisionnement complémentaire précédemment décrites ?

Toutes ces formes d'approvisionnement permettent essentiellement de remédier au problème de disponibilité alimentaire dû à l'insuffisance de la production agricole, surtout en période de sécheresse. L'un des prin-

<sup>15</sup> Citons, par exemple, la persistance d'un système de troc très anciennement pratiqué entre les communautés d'altitude des zones de l'Altiplano, situées à plus de 500 kilomètres, et celles de la région des vallées. Aujourd'hui encore, les paysans des régions salifères d'Uyuni viennent échanger du sel contre le blé et le maïs de Pampa Churigua, non pas à dos de lama, comme cela se faisait « autrefois », mais en camion.

<sup>16</sup> Le *chuño* est la pomme de terre déshydratée consommée essentiellement dans les régions altiplaniques.

cipaux objectifs de la famille paysanne est de gérer la pénurie alimentaire, non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps.

Dans le cas de la pomme de terre, la récolte couvre les besoins alimentaires seulement pendant 8 à 10 mois de l'année. Or, on calcule que le complément obtenu par le biais de la *mink'a* représente en moyenne 11 % des volumes nécessaires dans l'année, toutes utilisations confondues (alimentation, semence, troc...). Pour certaines familles, ces quantités obtenues constituent un complément à la production de l'ordre de 20 %. Ainsi, ce mode d'approvisionnement permet de compenser considérablement l'insuffisance de la récolte.

La variation annuelle de la consommation alimentaire par type de produit montre, en outre, qu'il existe une gestion des réserves alimentaires pour surmonter la période, dite de soudure, des mois de novembre à février (des semis à la récolte suivante). Certes, quel que soit l'aliment considéré, les volumes consommés indiquent une forte baisse à cette période. Mais certains produits ont une fonction « compensatoire » lorsque le stock des produits de base est épuisé : la fève, le riz ou les pâtes. En période d'abondance alimentaire, de mars à juin, trois produits ont une importance alternée dans le régime alimentaire, conformément au calendrier agricole : d'abord le maïs, puis la pomme de terre et enfin le blé. Lorsque ceux-ci accusent une baisse sensible à partir de septembre, la fève des fonds de vallée prend le relais, et dans une moindre mesure le riz du Chaparé. Observons que, si l'approvisionnement en fèves se fait en novembre, les quantités obtenues ne sont pas consommées immédiatement. Elles sont stockées pendant quelques mois de façon à permettre la transition jusqu'aux récoltes de maïs et de pomme de terre.

Par ailleurs, la diversification spatiale des stratégies d'approvisionnement permet une moindre dépendance vis-à-vis du marché alimentaire urbain. À l'échelle de la communauté, les enquêtes alimentaires indiquent que 76 % des calories et 85 % des protéines consommées sont « autoproduites »<sup>17</sup>, le reste est obtenu par recours au marché alimentaire urbain. Pour les familles migrantes, l'approvisionnement interne est largement plus élevé (il couvre 82 % et 88 % des calories consommées).

Cette tendance est également lisible dans les dépenses familiales. Pour la totalité de l'échantillon observé, les dépenses alimentaires captent, en moyenne, seulement 17 % des ressources monétaires annuelles. Or cette proportion est moindre pour les familles migrantes (8 %) du fait, non seulement de leur meilleur niveau de revenu, mais aussi de leur plus grande diversification spatiale d'approvisionnement interne.

<sup>17</sup> Nous entendons par « autoproduction » ou approvisionnement interne l'obtention de produits alimentaires qui ne fait pas intervenir l'outil monétaire (production agricole dans le Chaparé et dans la communauté d'origine, *mink'a* et troc).

Mais, si la migration vers le Chaparé permet d'élargir les lieux d'approvisionnement alimentaire et donc d'augmenter les volumes de produits consommés, les couvertures nutritionnelles demeurent toutefois insuffisantes. Calculé sur l'ensemble des familles, le déficit calorique journalier est de l'ordre de 13 % par rapport aux recommandations théoriques. La couverture en protéines montre des niveaux de satisfaction supérieurs, puisque la carence est de l'ordre de 8 %.

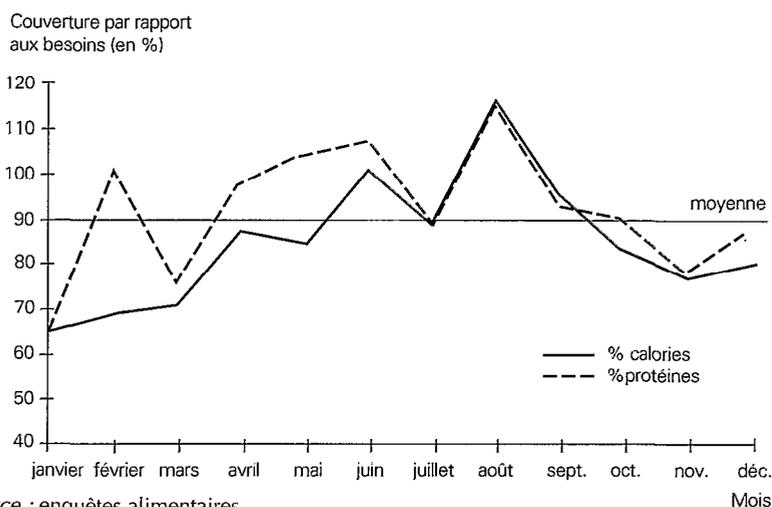


Fig. 4. — Variation annuelle de la couverture nutritionnelle.

Comme l'indique la figure 4, l'ampleur des carences nutritionnelles varie selon les différentes périodes du calendrier agricole. La couverture calorique augmente à partir d'avril pour atteindre ses meilleurs niveaux entre juin et septembre, du fait de la consommation accrue de blé dès la fin des récoltes. Par contre, la période de soudure (en particulier en janvier et février) se caractérise par une couverture calorique inférieure à 70 %.

Au-delà de ces tendances globales, ajoutons un dernier point : la forte différenciation des niveaux nutritionnels entre les unités familiales n'est pas directement liée, semble-t-il, au facteur migratoire. De la même façon, de meilleurs niveaux de revenu n'impliquent pas nécessairement une meilleure couverture des besoins nutritionnels, comme on aurait pu s'y attendre. Sur l'ensemble des familles suivies, une seule parvient à un niveau satisfaisant d'apport calorique (110 %). Le reste de l'échantillon se situe entre 73 % et 90 %, et la différenciation dépend en réalité de la composition familiale. Globalement, on établit la relation suivante : plus la famille est nombreuse, plus la couverture calorique est déficitaire, fait qui confirme le problème de disponibilité alimentaire auquel est confrontée la majorité des familles.

Parallèlement, la sécurité alimentaire des populations dépend étroitement de l'utilisation qui est faite de la production agricole. Pour des raisons de nécessité monétaire à diverses périodes de l'année (notamment lors des célébrations festives annuelles), certaines familles sont contraintes de vendre une partie de leur production de pomme de terre, quitte à puiser dans leurs réserves alimentaires. Cet élément est un des facteurs explicatifs essentiels de la différenciation des niveaux nutritionnels à l'intérieur de la communauté.

## CONCLUSION

Ainsi, au-delà des implications politiques et éthiques de l'économie de la coca, il existe une réalité économique, sociale et culturelle perceptible à l'échelle des logiques familiales et communautaires, qui sous-tend les comportements migratoires.

Certes, au sein de l'économie globale de la coca-cocaïne, le paysan bolivien est sous le joug direct des acteurs nationaux et internationaux (emprise des syndicats, contrôle de la police, pression des narco-trafiquants, répression des États-Unis...), dont la confrontation conditionne entièrement les fluctuations du marché illégal de la coca.

Mais, si l'on se place du point de vue des logiques de subsistance des familles paysannes, la migration vers le Chaparé constitue actuellement une stratégie capitale en termes de sécurité alimentaire ; non seulement parce qu'elle permet un dédoublement des espaces de production (dans le cas des familles de colons), mais également parce qu'elle débouche sur une diversification des modes et des lieux d'approvisionnement. Dans cette quête d'un nouvel espace de survie, les communautés paysannes ne cherchent pas la rupture mais l'élargissement spatial de leur aire d'activité. Nous sommes en présence d'une dynamique d'intégration et d'appropriation de l'espace régional, dont le principe repose sur la complémentarité des différents étages écologiques. La route vers le Chaparé donne l'accès à une série de lieux d'approvisionnement complémentaire (vallées, montagnes, ville). Ainsi, le système migratoire, tel qu'il est intégré aux logiques familiales paysannes, apparaît comme une sorte de refonte du modèle ancestral andin des « archipels verticaux », mis en lumière par MURRA (1975)<sup>18</sup>.

Dans ce contexte, les stratégies familiales et communautaires (logiques spatiales et temporelles d'approvisionnement, gestion du stock alimentaire), à défaut de résoudre le problème nutritionnel, limitent tout au moins la vulnérabilité des populations.

<sup>18</sup> L'auteur montre que les stratégies alimentaires des sociétés préhispaniques reposent sur une organisation spatiale permettant l'utilisation d'un maximum d'étages écologiques, cela sur des distances parfois supérieures à 500 kilomètres.

À plus long terme, il convient toutefois de relativiser les aspects positifs de la migration vers le Chaparé<sup>19</sup>. Certes, une étude plus large serait nécessaire pour mesurer l'impact de ces migrations sur le système alimentaire des populations boliviennes. Mais certains « signes » du changement ne vont pas dans le sens d'une meilleure sécurité alimentaire (baisse et monétarisation du troc, changement des habitudes de consommation). Certains aliments traditionnels telle la quinoa sont progressivement supplantés par le riz produit dans le Chaparé ou les pâtes achetées sur le marché urbain, produits qui ont une moindre qualité nutritive. Par ailleurs, on a vu que la migration vers le Chaparé entraîne une baisse des surfaces cultivées en blé sur l'espace d'origine, et donc des volumes commercialisés. Cette tendance accentue le processus de « déstimulation » de la production locale, déjà fortement altérée par les politiques agricoles des gouvernements. Celles-ci se traduisent par une ouverture des frontières aux importations massives qui, conjointement aux dons alimentaires d'organismes internationaux, crée une dépendance accrue du système alimentaire bolivien (FRANQUEVILLE et PRUDENCIO, 1988 ; FRANQUEVILLE *et al.*, 1992).

Ajoutons que les politiques de développement tentées dans le cadre de la substitution de la coca, fondées sur les cultures d'exportation, non seulement n'ont pas débouché sur des alternatives économiques viables (CIDRE/USAID, 1993), mais sont loin d'avoir résolu la question essentielle du devenir des paysanneries, lesquelles demeurent parmi les plus pauvres du continent sud-américain. En continuant de miser sur le Chaparé, et sur le commerce illicite de la coca, celles-ci cherchent des alternatives à leur devenir en se créant d'autres espaces de vie (ou de survie), dimension que ne devraient pas ignorer les instances gouvernementales et internationales dans leur façon d'aborder la question de la drogue en Bolivie, et plus généralement en Amérique latine.

<sup>19</sup> Bien que fondamental, nous passons ici sous silence le coût social du trafic de cocaïne en Bolivie. Il est évident qu'il entraîne un climat de violence et de marginalisation des populations impliquées, une hausse continue de la consommation de drogue chez les enfants en milieu urbain, un phénomène généralisé de corruption...

## BIBLIOGRAPHIE

- AGUILO (F.), 1988 — « Movilidad espacial y movilidad social generada por el narcotráfico ». In : *Efectos del narcotráfico*. Reporte del Taller de política social de Ildis, La Paz, Ildis : 53-81.
- BLANES (J.), 1983 a — « Bolivia : consecuencias de los movimientos migratorios en el ambito rural ». Congreso Latinoamericano de Población y de Desarrollo, Mexico, 8 al 10 de noviembre, 28 p.
- BLANES (J.), 1983 b — *De los valles al Chapare : Estrategias familiares en un contexto de cambios*. Cochabamba, Ceres, 236 p.
- BLANES (J.), 1985 — « Migraciones, colonización y narcotráfico en Bolivia. Requiem para la inserción de la Amazonia en la economía nacional ». Seminario sobre Problemas amazonicos, Lima, 27-30 de mayo, Ceres, 23 p.
- BLANES (J.), FLORES (G.), 1983 — *Campesino migrante y colonizador. Reproducción de la economía familiar en el Chapare Tropical*. Cochabamba, Ceres, Serie Estudios Regionales, n° 3, 330 p.
- BLANES (J.), FLORES (G.), 1984 — *Donde va el Chapare ?* Cochabamba, Ceres, 62 p.
- BRACKELAIRE (V.), 1988 — Le développement en Bolivie : entre la coca et la cocaïne. *Echos du Cota*, 41 (4) : 14-21.
- CARTER (W. E.), MAMANI (M.), 1986 — *Coca en Bolivia*. La Paz, Ed. La Juventud, 530 p.
- CIDRE/USAID, 1993 — *Impactos de los proyectos de desarrollo alternativo en el departamento de Cochabamba*. Rapport interne non publié.
- EASWOOD (D. A.), POLLARD (H. J.), 1987 — Lowland colonisation and coca control in Bolivia. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 8 (1) : 15-25.
- FRANQUEVILLE (A.), PRUDENCIO (J.), 1988 — Seguridad o dependencia? Las importaciones en el sistema alimentario boliviano. *Informe* (Orstom, La Paz), 13 : 57-87.
- FRANQUEVILLE (A.), LEON (R.), LA VEGA (C.), AGUERRE (M.), 1992 — *El consumo alimentario en Bolivia*. Cochabamba, IDRC/Ceres/Orstom, 222 p.
- HEALY (K.), 1988 — Coca, the states and the peasantry in Bolivia : 1982-1988. *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 30 (2-3) : 105-126.
- INE, Instituto Nacional de Estadística, 1992 — *Impacto de la hoja de coca y sus derivados en la economía boliviana*. Departamento de Cuentas Nacionales, 26 p.
- LABROUSSE (A.), 1988 — Économie politique de la coca-cocaïne. *Problèmes d'Amérique latine*, 87 : 105-120.
- LABROUSSE (A.), 1991 — *La drogue, l'argent et les armes*. Paris, éd. Fayard, 477 p.
- MURRA (J. V.), 1975 — « El control vertical de un maximo de pisos ecologicos en la economía de las sociedades andinas ». In : *Formaciones Economicas y Politicas del Mundo Andino*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos : 59-115.
- PEREZ (C.), 1992 — *Tendencias migratorias en las areas de producción de coca en Cochabamba, Bolivia*. Síntesis del seminario sobre Narcotráfico y Sociedad. Cochabamba, Clasco/Ceres, 8 p.
- PIZARRO (A.), 1991 — *Que sabemos del Chapare ?* Cochabamba, Ceres/Clasco, 61 p.
- QUIROGA (J. A.), 1985 — Campesino, coca y agricultura. *Debate agrario*, 10 : 7-30.
- QUIROGA (J. A.), 1990 — *Cocalcocaína. Una vision boliviana*. La Paz, AIPE/Procom/CEDLA/CID, 129 p.
- URIOSTE (M.), 1992 — *Fortalecer las comunidades, una utopia subversiva, democratica... y posible*. La Paz, AIPE/Procom/Tierra, 257 p.